

26 mai 2015



FINANCEMENT DES ARTS ET DE LA CULTURE : LE RETOUR À LA RAISON ?

Alors que depuis plus d'une dizaine d'années, l'engagement culturel de l'Etat s'est inexorablement éloigné du seuil déjà largement symbolique du 1% pour la culture pour plafonner autour de 0,8% de son budget total, les collectivités territoriales ont fourni un effort considérable. L'augmentation moyenne annuelle de leurs "dépenses" culturelles – c'est-à-dire de leurs investissements – a été de 2,3% de 2004 à 2010 pour un total de 7,6Mds€, à mettre en regard avec les 3,3Mds€ de crédits du ministère.

Au lieu de prendre la mesure de cet engagement et de l'accompagner, l'Etat a décidé d'amputer de manière déraisonnable ses dotations aux collectivités tout en réduisant ses propres dépenses en faveur des arts et de la culture. Avec d'inéluctables répercussions sur les budgets culturels territoriaux.

Aujourd'hui, en analysant rétrospectivement comme une "erreur" les précédentes baisses des crédits du ministère de la Culture (- 4% en 2013, puis de - 2% en 2014), le Premier ministre le reconnaît et le défend : la force de notre pays réside en sa culture, en ses artistes, en son patrimoine. Sur cette voie, il faut également saluer la récente décision de la ministre de la Culture de réengager le soutien de l'Etat aux conservatoires dans le cadre d'une réflexion nouvelle sur leur ouverture esthétique et leurs missions tant pédagogiques que territoriales. La Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC) y est prête.

La FNCC salue ce début de retour à la raison au plus haut niveau de l'Etat. Oui, soyons raisonnables ensemble, Etat et collectivités. Sachons ensemble comprendre que non seulement il ne sert à rien de couper dans des budgets déjà réduits mais que ces économies peu significatives portent gravement atteinte à la crédibilité de nos politiques publiques et compromettent l'avenir.

Nous devons d'urgence refonder l'élan culturel national. Les terribles attentats du début du mois de janvier ont montré les dangers immenses que recèle le rétrécissement progressif de notre imaginaire partagé, lequel rend nos concitoyens de plus en plus démunis face à l'appel mortifère du repli sectaire – surtout les plus jeunes.

Le moment est venu de relancer l'ambition artistique et culturelle de notre pays en appelant à la responsabilité des élus et en demandant au Gouvernement de revoir ses baisses de dotations aux collectivités territoriales, car les traductions négatives de la ponction de 28Mds€ cumulés aujourd'hui prévue et programmée jusqu'en 2017, ne vont aller que s'amplifiant dans les deux ans qui viennent.

C'est à partir de la mise en valeur des acquis de 50 ans de décentralisation culturelle, à partir de cet héritage considérable construit avec les artistes, avec les professionnels, que nous pourrons imaginer ensemble, par le dialogue et la concertation, un nouvel horizon du partage culturel. Nous devons œuvrer à créer les conditions pour amplifier la puissance de tolérance et de démocratie, mais aussi de rayonnement et de développement, que portent les arts et la culture. Nous devons inventer ensemble une nouvelle responsabilité fondée sur la reconnaissance des droits culturels, sur le respect des arts et sur la transversalité des enjeux culturels

La FNCC a pris la mesure de cette nécessité. Dès juillet, lors de ses Journées nationales à Avignon, pendant le Festival, elle appelle tous ceux qui portent la responsabilité culturelle – tout le monde – à imaginer ensemble les politiques culturelles de demain. Nous devons réagir puis agir au plus vite pour dynamiser l'essor de la vie artistique et culturelle française, en conscience et en partenariat, par le dialogue et par la conviction, par l'invention et par des financements à la hauteur des exigences de l'espoir.